

histoire
politique
société

le débat

Pierre Beckouche, Pascal Bruckner, Hélène Carrère d'Encausse, Michel Crépu, Philippe Delmas, Bénédicte Delorme-Montini, Charles-Henri Filippi, Claude Frochaux, Marcel Gauchet, Adrien Goetz, Mara Goyet, Ran Halévi, Nathalie Heinich,

40 ANS

Philippe d'Iribarne, Jean-Noël Jeanneney, Philippe Joutard, Jacques Julliard, Ivan Krastev, Zaki Laïdi, Jacques Mistral, Pierre Nora, Pascal Ory, Krzysztof Pomian, Alain Rey, Gabriel Robin, Nicolas Vanbremeersch, Pierre Vermeren, Michel Winock.

numéro **210** MAI-AOÛT 2020

Gallimard

3 *Pierre Nora* : Quarante ans, fin et suite.

CHANGEMENT DE MONDE

7 *Gabriel Robin* : L'impossible hégémonie.
21 *Hélène Carrère d'Encausse* : 1917-1999 : naissance et mort de l'Empire soviétique.
30 *Krzysztof Pomian* : L'Europe : un débat à venir.
37 *Ivan Krastev* : Est-ce encore demain ?
49 *Zaki Laïdi* : Le retour de l'impunité.

CHANGEMENT D'ÉCONOMIE

55 *Charles-Henri Filippi* : Quarante ans d'économie de marché.
63 *Jacques Mistral* : La monnaie au XXI^e siècle.
78 *Philippe Delmas* : 1980-2020. La « tectonique » numérique.
88 *Pierre Beckouche* : Quarante ans de digitalisation. Une visite guidée par le rapport Nora-Minc.

CHANGEMENT DE POLITIQUE

96 *Pierre Vermeren* : Dans la mondialisation, la France a coupé ses amarres.
110 *Jacques Julliard* : Reine du monde ou fille des rues ? L'opinion publique.
121 *Nicolas Vanbremeersch* : La démocratie est-elle soluble dans le numérique ?
130 *Ran Halévi* : La Révolution française : histoire et mémoire.
137 *Marcel Gauchet* : Laïcité : le retour et la controverse.
147 *Michel Winock* : La République mise en doute.

CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ

155 *Marcel Gauchet* : À la découverte de la société des individus.
169 *Nathalie Heinich* : Multiculturalisme, communautarisme et totalitarisme.
176 *Jean-Noël Jeanneney* : Les médias et la démocratie après quarante ans.
183 *Mara Goyet* : Du mammoth au colibri.

CHANGEMENT DE CULTURE

194 *Pascal Ory* : Désorientation ?
209 *Bénédicte Delorme-Montini* : L'intellectuel français ne ressuscitera pas.
217 *Michel Crépu* : L'apparition de Michel Houellebecq.
223 *Adrien Goetz* : Quarante ans plus tard : le « métier » s'est-il perdu ?
228 *Philippe Joutard* : Les historiens et la mémoire.
232 *Pierre Nora* : L'avènement de la mémoire.
235 *Alain Rey* : L'état de la langue française depuis cinquante ans.

CHANGEMENT DES MENTALITÉS

242 *Krzysztof Pomian* : Un temps sans avenir.
253 *Pascal Bruckner* : L'écologie entre panique et sang-froid.
262 *Philippe d'Iribarne* : La religion de l'Autre.
271 *Claude Frochaux* : L'ordre humain.

La collection complète du *Débat*
est accessible en ligne sur le site :

www.le-debat.gallimard.fr

L'ensemble des articles est indexé par titres, par thèmes et par auteurs. Les articles peuvent faire l'objet d'une recherche plein texte. Ils peuvent être achetés à l'unité. Les abonnements peuvent être souscrits en ligne (gallimard.fr/revues).

Rédaction : Marcel Gauchet

Conseillers : Krzysztof Pomian, Jérôme Batout

Réalisation, Secrétariat : Marie-Christine Régnier

Éditions Gallimard : 5, rue Gaston-Gallimard, 75328 Paris Cedex 07. Téléphone : 01 49 54 42 00

La revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés.
Les manuscrits non publiés ne sont pas rendus.

QUARANTE ANS, FIN ET SUITE

Ce numéro, qui marque le quarantième anniversaire de la revue Le Débat, restera comme le dernier.

La décision collective d'arrêter une aventure à laquelle est profondément attachée la petite équipe qui y participe depuis le début peut surprendre. Elle est le fruit d'une réflexion qui a longuement mûri et les raisons qui nous y poussent ne datent pas d'hier. Elles se sont renforcées d'année en année. Le milieu culturel dans lequel s'est développée la revue n'a jamais été très porteur, et les éditoriaux qui ont ponctué chaque décennie sont là pour en établir le constat. Un quarantième anniversaire qui marque un tournant nous a paru le moment désigné pour en tirer les conséquences.

Les raisons d'ordre intellectuel se combinent ici avec les raisons économiques ; elles peuvent se résumer d'une phrase : l'offre que nous représentons ne correspond plus à la demande, même si notre public nous est resté fidèle et constant. Un décalage de plus en plus évident n'a pourtant pas cessé de s'approfondir entre le type de revue générale d'idées que nous représentons et l'évolution des pratiques de lecture, les moyens qu'offrent les nouvelles technologies, les besoins mêmes de la société et son rapport de moins en moins familier avec les exigences de la haute culture.

L'expérience montre – c'est une nouveauté capitale – que la majorité des lecteurs a tendance à consulter Le Débat pour un seul article ou un groupe de contributions autour d'un seul thème. Cet usage n'est sans doute pas nouveau. Mais la consultation en ligne pour un prix beaucoup moins élevé que l'achat d'un numéro – pour heureux que soit à beaucoup d'égards le phénomène – en change radicalement le sens et signe, même, la mort programmée de ce qu'a toujours été une revue. Celle-ci consiste dans la réunion périodique d'un ensemble cohérent d'articles dont la proximité compose un sens, et dont la durée impose une ligne intellectuelle. Une revue est un menu médité, un organisme vivant ; la consultation en ligne sort un article de son contexte pour en faire une réalité hors sol. L'intention qui a présidé à sa publication disparaît. Une revue est un laboratoire d'idées et sa lecture un rendez-vous à date fixe. C'est le principe même de la revue générale qui est atteint. Il ne s'en remettra sans doute pas.

De cette évolution, qui touche toutes les revues, Le Débat souffre cependant plus que d'autres par ce qui fait précisément sa spécificité. Il n'a pas de public captif, parce qu'il n'a pas eu vocation à servir une « cause », politique, idéologique ou religieuse. Nous avons, dès le début, dit et répété que dans un monde devenu, dans ces années 1980, sans repères, engagé dans un bouleversement général, notre raison d'être était de rassembler les compétences susceptibles d'apporter un peu de lumière. Notre cause et notre engagement étaient d'ordre purement

Pierre Nora
 Quarante ans,
 fin et suite

intellectuel. Notre but : mettre des analyses de fond à la portée d'un public aussi large que possible. Des analyses, plutôt que des plaidoyers ou des manifestes. Une communauté d'exigence plutôt qu'une communauté d'opinion. La confrontation des points de vue plutôt que l'affirmation d'une appartenance. Le déchiffrement d'une réalité complexe plutôt que la prise de position. La mise au jour et l'éclairage de phénomènes inaperçus plutôt que la volonté de ne voir qu'un côté des choses ou de ne pas les voir du tout. Les problèmes de fond, plutôt que l'actualité éphémère ; ou, pour mieux dire, l'actualité de fond, remise dans sa perspective historique. L'ampleur et la diversité des entrées de notre index (aisément consultable sur le site Gallimard) montrent assez que Le Débat a couvert, avec plus ou moins de bonheur, mais souvent le premier, la plupart des grands problèmes qui ont occupé ces quarante dernières années.

Car c'est bien dans les années 1980 du siècle dernier que s'annonce, dans tous les domaines, la révolution silencieuse dont ce dernier numéro tente de prendre la mesure.

Nous sommes nés dans les années « post », a-t-on dit, postmarxistes, poststructuralistes, postfreudiennes. Est alors apparu un monde nouveau, celui de la mondialisation dans les années 1990, celui du choc des civilisations et de la montée en puissance de l'islam dans les années 2000 et, depuis 2010, celui de l'explosion du capitalisme financier, de la transformation industrielle avec l'essor fulgurant du numérique. Nous aurons, somme toute, vécu la sortie de l'âge révolutionnaire, tragiquement simpliste, pour entrer dans le monde de la complexité généralisée. C'est celui-là que nous avons eu l'ambition de saisir, dans la mesure de nos moyens. La crise déclenchée par la Covid-19 est peut-être arrivée comme pour nous confirmer dans l'idée qu'un cycle s'achevait et que celui qui allait s'ouvrir appelait d'autres modèles d'approche.

Notre modèle à nous suppose, de la part de nos lecteurs, une curiosité à horizon encyclopédique. Existe-t-elle encore, en dehors d'un cercle étroit ? Ne prenons pour exemple que le sommaire d'un des derniers numéros. On y passe d'un manifeste de Bernard Cazeneuve pour une écologie républicaine, accompagné des réactions de quatre spécialistes de tous bords, aux conséquences de la métropolisation, puis, avec une série d'articles des historiens les plus compétents, à la mise au jour, à l'heure de son cinquantième anniversaire, d'une année inaperçue, 1979, qui constitue, à y regarder de près, un tournant mondial. Vient ensuite une série de réponses, signée des meilleurs spécialistes, au défi que pose à la science l'arrivée massive des big data. Pour terminer, avec, ici encore, les plumes les plus désignées, par l'analyse des Cahiers noirs de Heidegger et le traitement qu'il y fait du judaïsme.

Peut-être, sans doute y a-t-il un public, limité, pour s'intéresser à un ou plusieurs de ces sujets, mais leur rassemblement a-t-il encore un sens ? Le moment n'est-il pas venu, pour continuer ce type de travail, de trouver d'autres formes d'expression ?

En prenant la décision de mettre fin au Débat, nous avons bien conscience d'assumer une responsabilité dont la portée ne concerne pas seulement notre petite équipe.

Pierre Nora
 Quarante ans,
 fin et suite

De nombreux auteurs, qui ont l'habitude de nous faire confiance et de répondre généreusement à nos sollicitations, se trouveront privés d'un lieu d'expression qui correspondait à leurs vœux. Nous les prions de nous en excuser. Nos lecteurs attachés à cette formule et fidèles à son esprit éprouveront une déception et même, peut-être, une inquiétude à la voir disparaître.

Ils verront, en effet, dans cet effacement un symbole qui dépasse de beaucoup l'incident ou l'anecdote. Il n'est pas outrepassant de penser que Le Débat, avec d'autres mais plus que d'autres, a incarné la forme ultime d'une tradition profondément enracinée dans la culture française depuis deux siècles. Cette tradition a connu des étapes et des métamorphoses successives, depuis le temps de la Revue des Deux Mondes et de la Revue de Paris, en passant par La Revue blanche et Le Mercure de France de la fin du XIX^e siècle, par la NRF d'après la Première Guerre mondiale et Esprit des années 1930, par Les Temps modernes d'après la Libération, par le Critique des « années structuralistes », pour arriver à la génération de revues qu'ont représentée plus particulièrement, autour des années 1980, Commentaire et Le Débat. L'histoire de cette tradition, qui reste à faire, dans sa continuité et sa diversité, dans son mélange chaque fois spécifique entre littérature, politique et idéologie, jetterait une lumière vive sur un trait particulier de l'histoire nationale et de la francité culturelle. Sous ce jour, la disparition d'un titre important a toujours une signification qui la dépasse. Ce n'est pas à nous de prétendre la fixer. Aux lecteurs de l'interpréter.

Nous aurions pu continuer l'entreprise un certain temps, avec la même équipe, la même présentation qui n'ont pas changé depuis le début, ni l'une ni l'autre. Il nous a paru plus judicieux – on n'ose pas dire plus courageux – de mettre nous-mêmes fin à une expérience dont l'apport reste disponible dans son intégralité sur le site Cairn.info.

Il nous revient maintenant de trouver des moyens plus adaptés à la situation pour continuer le travail intellectuel que nous défendons depuis quarante ans, dans le cadre et avec la liberté que n'a cessé de nous offrir Antoine Gallimard. Nous le remercions de son accompagnement personnel et de son soutien permanent.

Il se trouve, par chance, que la marque Le Débat repose depuis trente ans sur deux pieds, la revue et la collection. La revue en a été le vaisseau amiral, la collection s'individualise moins. D'une part, parce qu'elle a vécu jusqu'ici dans la dépendance de la revue ; d'autre part, parce qu'elle s'est fondue dans la production générale de la maison. Elle n'en constitue pas moins un fonds de quatre-vingts titres (voir la liste en fin de numéro). Il est temps qu'elle prenne son individualité et se rapproche davantage de la revue. Par sa présentation, par une fréquence supérieure, par des livres de formats plus variés. C'est à elle de prendre le relais. L'esprit du Débat n'est pas mort, continuons le combat.

Pierre Nora.

Post-scriptum. La plupart des articles de ce numéro, prévu pour paraître en mai dernier, ont été rédigés avant la période du confinement. Le lecteur ne s'étonnera pas de ne pas y trouver d'analyse des effets de la pandémie de la Covid-19.

Changement de monde

Comment ne pas commencer un bilan des quarante années qui viennent de s'écouler par le phénomène qui englobe tous les autres : le changement de monde que représente la mondialisation ? En 1980, nous en étions à la confrontation des blocs et à l'inquiétude que faisait naître l'expansionnisme soviétique. Le péril s'est brutalement dégonflé avec l'écroulement du régime né de la révolution de 1917. Hélène Carrère d'Encausse en rappelle les circonstances. La mondialisation engagée depuis une bonne décennie y a trouvé sa consécration. Elle a paru se traduire, dans un premier temps, par l'hyper-puissance américaine. Mais en réalité, montre Gabriel Robin, la vérité de la mondialisation est qu'aucune puissance ne peut durablement y faire prévaloir son hégémonie.

Plus près de nous, ces quatre décennies ont été celles d'une accélération spectaculaire de l'intégration européenne. Elle rencontre aujourd'hui de grandes incertitudes qu'éclaire Krzysztof Pomian. La grande promesse de l'élargissement à l'Est fait place à des désenchantements dont Ivan Krastev dégage les raisons.

De même, enfin, le rêve d'une communauté internationale capable d'imposer sa règle humanitaire se heurte-t-il à la résistance des souverainetés. Zaki Laïdi retrace ce parcours de l'espoir à la désillusion.

Gabriel Robin

L'impossible hégémonie

Le Débat est né il y a quarante ans, autant dire dans un autre monde. La crise des euro-missiles commençait, l'Armée rouge entrait à Kaboul. On pouvait croire à un retour de flamme de la guerre froide, elle jetait seulement ses derniers feux. À dix ans de là, tout juste, une brèche s'ouvrirait dans le mur de Berlin et la pioche des démolisseurs en ferait table rase.

Avec le Mur, un monde s'en allait, un autre voyait le jour.

Le monde d'avant avait un nom, même si celui de « monde de Yalta » qu'on lui donnait était un peu impropre. Le monde d'après a une date de naissance, le 9 novembre 1989, mais pas de nom ; et, trente ans plus tard, il n'en a toujours pas trouvé. Nul n'en revendique la paternité et nul architecte n'en a dressé les plans. Cet *OVNI* politique a des airs d'enfant trouvé né de père inconnu.

Au moins ne manque-t-il ni de vigueur ni de vitalité. Trente ans ont passé, il est toujours là. Ce n'est pas faute d'avoir annoncé sa fin ou son

remplacement. L'attentat du 11 Septembre à New York, la crise des *subprimes*, le Printemps arabe, l'élection de Donald Trump, tout fut occasion de répéter : « Plus rien, jamais, ne sera comme avant. »

Chaque fois, pourtant, on en a eu le démenti. Si rude qu'ait été la secousse, elle a fait trembler les pions sur l'échiquier mondial, elle ne l'a pas renversé. Et la même partie a recommencé avec les mêmes pièces et la même règle du jeu.

Comme on le voit à la hâte suspecte que l'on met à l'enterrer, ce monde n'a pas bonne presse. En Occident, en particulier, il est aussi mal aimé qu'incompris. Nos élites ne lui trouvent ni grâce ni beauté ; c'est un pur et simple chaos, assurent-elles.

Le verdict aurait de quoi surprendre. Ce monde, après tout, n'est-il pas le fruit des œuvres de l'Occident, puisqu'il est né de sa victoire dans la guerre froide ? Le verdict, en tout cas, exprime une conviction aussi péremptoire que définitive.

Gabriel Robin, ambassadeur de France, a été directeur politique du Quai d'Orsay, puis représentant permanent de la France au Conseil de l'OTAN. Il a notamment publié *Un monde sans maître. Ordre ou désordre entre les nations ?* (Odile Jacob, 1995).

Formulé d'emblée, il n'a pas cessé de façonner la politique occidentale.

Aussi vaut-il la peine de s'interroger sur ses origines, sur la façon dont il s'est manifesté en pratique et sur les résultats auxquels il a abouti.

Les origines du conflit

Rien, au départ, ne laisse présager un divorce. La victoire de l'Occident est trop éclatante. Où que l'on regarde, on ne voit qu'elle.

Le bloc soviétique a sombré corps et biens. La Russie, son communisme abjuré, s'est mise à l'école de la démocratie et du capitalisme. À l'est de l'Europe ou au sud, dans feu le tiers monde, peuples et États se tournent vers les vainqueurs dans un même élan de gratitude et d'admiration. Les uns lui sont reconnaissants de leur liberté retrouvée; les autres attendent de lui aide et assistance. À tous, l'Occident donne le ton et sert de modèle.

Sans plus de rival à sa taille, délivré du cauchemar d'une guerre mondiale, environné de la révérence universelle, il pourrait croire à l'aube d'un âge d'or. Absents, pourtant, sont les transports d'allégresse.

On a, certes, pour la fin de la guerre froide, pour l'unité allemande, pour la libération des peuples, les applaudissements convenables et convenus. On déclare en termes solennels que l'on ne se connaît plus d'ennemi et l'on tend à la ronde la main de l'amitié. Il se trouve même des intellectuels pour saluer la fin de l'Histoire, l'apothéose des démocraties et la paix perpétuelle.

Personne, pourtant, ne s'y trompe; la rhétorique sonne creux; le cœur n'y est pas. Chez ceux qui savent, gouvernants ou observateurs

avertis, autre est la musique. Jamais, à les entendre, la conjoncture n'a été plus inquiétante. Les foules, dans leur naïveté, s'émerveillent d'un monde sans entrave; eux accusent un monde sorti de ses rails et livré à sa course folle; un monde immense et sans repère; un monde, enfin, aussi illisible qu'imprévisible d'où ne peut sortir que le pire.

Les apparences leur donnent raison; il n'y a partout que violence et de paix nulle part. Un conflit mondial n'est plus à redouter, mais, si est écarté le danger du grand incendie, combien de feux de brousse flambent aux quatre coins de l'horizon? De la Somalie au Rwanda et à l'Algérie, du Cambodge à l'Irak et au Caucase? Au cœur de la Russie, ce sont les attentats tchéchènes et, dans l'arrière-cour de l'Europe, le chaudron yougoslave menace d'exploser.

La nation, voilà l'ennemi!

Heureusement, les élites occidentales connaissent l'origine du mal aussi bien qu'elles en ont mesuré l'étendue. Ce monde est un ramassis hétéroclite d'entités politiques qui se prennent pour des États et qui tous, grands ou petits, vrais États ou pseudo-États, États voyous ou États avortés, prétendent à la souveraineté absolue. L'idolâtrie de l'État-nation et la superstition de la souveraineté, voilà le poison qui le ronge et qui va le mener à sa perte. L'Occident l'a appris d'expérience en tirant la leçon des catastrophes du xx^e siècle : la nation et le nationalisme, voilà l'ennemi!

Avec la connaissance du mal vient aussi par chance celle du remède. Puisque les délices et délires de la souveraineté sont cause de tout, c'est de celle-ci qu'il faut désintoxiquer le malade. Une diète sévère commencera par le sevrer des

principaux attributs de la souveraineté que l'on aura préalablement transférés à des autorités dûment choisies pour leurs compétences et, surtout, pour leur test négatif à toute forme de virus national. Ensuite viendra le régime de longue durée. Il sera à base de concurrence libre et non faussée, de droits humains et de libre circulation des biens et des services, des hommes et des idées. On y ajoutera une pincée d'écologie, sans oublier, pour lier le tout, une bonne dose de solidarité atlantique. L'Union européenne est là pour témoigner des merveilles que l'on peut attendre d'une cure bien conduite.

Quand on dispose d'un diagnostic aussi sûr et d'une thérapie aussi fiable, on ne se borne pas à combattre la contagion, on éradique le mal. Le monde est un monde sans maître, un troupeau sans berger ; l'Occident se fera le pasteur de ces brebis errantes.

La tâche ne risque-t-elle pas d'être au-dessus de ses forces et ne promet-elle pas d'être ingrate ? Dispose-t-il, d'ailleurs, du moindre mandat pour l'entreprendre ? L'Occident ne douta ni de ses moyens ni de ses qualifications. L'idée de jouer au sauveur du monde convenait à la haute opinion qu'il avait de lui-même. Et, outre qu'elle flattait sa vanité, ses intérêts y trouvaient leur compte. Il céda au vertige. L'*hubris* lui fit paraître léger le fardeau ; mais, ainsi que l'avaient prédit les anciens Grecs, c'est qu'elle avait commencé par l'aveugler.

Un monde sans maître

Le monde réel, en effet, est loin de ce que l'Occident croyait voir du haut de sa suffisance et de sa condescendance apitoyée. C'est bien un monde sans maître ; mais ce n'est pas par suite d'un manque ou d'un vice de construction. S'il n'a pas de maître, c'est qu'il n'en veut pas. De

même, ce monde, que l'on dit mondialisé, est aussi et, au même degré, nationalisé ; c'est-à-dire que les nations sont les briques dont il est bâti. L'erreur serait d'y voir une tare dont il aurait à se débarrasser ; le statut d'État-nation y est, au contraire, tenu en grand honneur. Et c'est même un titre que souvent l'on a payé assez cher pour n'accepter de s'en défaire à aucun prix.

On se trompe, surtout, quand on se figure que, pour être sans maître, ce monde serait sans foi ni loi. La charte des Nations unies lui tient lieu de Constitution. L'ONU est l'organisation dont ce monde reconnaît l'autorité parce qu'il y retrouve son image. Tous les États y siègent, mais n'y siègent que les États.

Le droit serait impuissant à lui seul si ce monde ne possédait, inhérents à ses structures, des mécanismes propres à garantir son équilibre et à assurer sa survie. L'un d'eux, en particulier, fonctionne comme un principe d'Archimède qui pourrait s'énoncer ainsi : toute poussée hégémonique provoque instantanément des poussées en sens contraire tendant à l'annuler. C'est cette clause non écrite qui empêche le monde d'être la jungle que l'on prétend et qui fait que des États minuscules y paissent tranquillement à côté de mastodontes, sans crainte d'être aussitôt dévorés.

Ce monde, donc, n'est pas agencé au hasard. Mondialisation et nationalisation, loin de s'exclure, en sont les deux aspects complémentaires. Chacun a besoin de l'autre. Sans le monde, les nations seraient autistes ; sans les nations, le monde serait totalitaire.

Le système n'est pas sans défaut ni à toute épreuve. Mais il existe, il dure, et l'argile dont il est fait n'est pas si molle que le premier potier venu puisse la modeler à son gré. On le verra, nul ne s'y attaque impunément.

Ce monde n'est pas non plus apparu sans

raison. Tout neuf qu'il paraisse, il a des précédents. Il surgit à de certaines périodes qui viennent, en général, après de longues guerres de religion. Les peuples, après s'être suffisamment étripés au nom du sacré, se résignent à réserver à leur for intérieur ce qui appartient à Dieu et à limiter leurs querelles extérieures à ce qui appartient à César, c'est-à-dire aux États séculiers. Ils ne rêvent plus de société parfaite ni de transcendance ; ils gèrent les à-peu-près d'ici-bas. Ainsi s'est imposée, après les horreurs de la guerre de Trente Ans, l'Europe des traités de Westphalie. De même est-ce un monde westphalien qu'a fini par sécréter l'atroce demi-siècle où l'humanité a joué son âme en duels à mort avec le nazisme et le communisme.

D'un cas à l'autre, l'échelle a changé et les religions sont devenues séculières. Mais l'enjeu du débat et les camps en présence sont restés les mêmes ; il s'agit toujours de la nation, à marginaliser ou à dépasser pour les uns, à défendre ou à illustrer pour les autres. Quant aux acteurs, ils se présentent seulement sous d'autres noms. On disait autrefois « dévots » et « politiques » ; on dit aujourd'hui « progressistes » et « conservateurs », ou mondialistes et souverainistes.

Dieu est mort et l'on n'invoque plus son nom. Mais, à l'encens que nos élites font brûler devant leurs autels, on voit bien que leurs valeurs se sont auréolées de divin. Les dirigeants occidentaux, quand ils fustigent les fautes de ce siècle, retrouvent comme d'instinct les accents des prélats d'antan quand ils fulminaient leurs anathèmes. Tant il est vrai qu'aujourd'hui comme alors, les ennemis sont moins des adversaires à combattre que des mécréants à convertir ou des impies à diaboliser.

Nous nous demandions, en commençant, comment il se fait qu'entre l'Occident et le monde la rencontre ait aussi vite mal tourné.

Nous avons la réponse. La collision était inévitable et vouée à virer au combat eschatologique entre fils de lumière et fils de ténèbres.

Les causes du conflit une fois éclaircies, le moment est venu d'en évoquer les principaux épisodes pour voir par quelles fortunes diverses il est passé de décennie en décennie.

Le déroulement du conflit

Dans le rétroviseur de l'histoire, le passé prend un air de nécessité, comme s'il n'avait pu être différent. La plupart du temps, c'est faux. Des options ont été retenues, d'autres écartées. Mais les premières ont si bien recouvert les secondes qu'elles ont effacé jusqu'au souvenir d'un choix. Seules, pourtant, les options écartées permettent de baliser la vraie trajectoire des événements.

La décennie 1990-2000

À la chute du bloc de l'Est, les peuples occidentaux aspiraient à toucher sans attendre « les dividendes de la paix » et n'auraient pas demandé mieux que de dissoudre leur bloc, eux aussi. Mais c'est le mot d'ordre contraire qui s'imposa. Pas question de baisser la garde, comme on disait. On invoqua une menace soviétique résiduelle et sa possible résurgence. En fait, la considération allemande fut décisive. Tout en faisant confiance à l'Allemagne nouvelle, on appréhendait un cavalier seul de ce grand pays planté au milieu de l'Europe. Le passé pesait encore trop lourd. Mais comment encadrer l'Allemagne si volait en éclats le cadre qu'on lui avait si laborieusement confectionné ? Il fallait resserrer les boulons avant que le bloc ne se fissure de toutes parts.

Pour la composante européenne, il y avait urgence. On avait, certes, l'Union douanière et la politique agricole commune, mais leur ciment, déjà, s'effritait sous les coups de boutoir du dehors et les contestations du dedans. À moins d'agir vite, cette enceinte serait bientôt submergée dans l'océan du libre-échange mondialisé. On la doubla donc d'une enceinte monétaire avec l'euro.

On n'avait pas sauvé le bloc européen pour le laisser se déliter dans un élargissement inconsidéré. Tant pis pour les ex-satellites de l'URSS qui tambourinaient à la porte de l'Europe. Au lieu de faire une pause et de tout reprendre à zéro, de concert avec eux, pour concevoir un projet qui fût authentiquement aux dimensions du continent, on exigea de chacun qu'il se coulat dans le moule existant en reprenant l'intégralité de l'acquis communautaire. L'Europe fit, en somme, avec sa moitié orientale ce que l'Allemagne avait fait avec la RDA, elle l'annexa.

S'agissant de l'OTAN, l'opération fut plus subtile. Privée d'ennemi et donc de raison d'être, elle avait droit, mission accomplie, à une honorable retraite. Sans aller jusque-là, on pouvait la réduire à l'instrument diplomatique qu'elle avait été à l'origine. Ou encore, on pouvait conserver l'organisation militaire, mais en désactivant ce qui en était le cœur atomique : le commandement militaire intégré en prise directe avec Washington. Conçu pour faire face à un déboulé soudain et massif de l'Armée rouge, il ne répondait plus à aucune nécessité et l'on pouvait donc en faire l'économie. La finesse, pourtant, consista à ne rien changer pour tout changer.

Le commandement militaire intégré, désormais désœuvré mais non supprimé, devint disponible pour une stratégie d'intervention tous azimuts. Ce qui était techniquement possible devint juridiquement licite. Et comme on s'abstint

de le réglementer, ce droit devint illimité. L'OTAN troqua ainsi son exclusivité défensive contre une ubiquité offensive. Sans crier gare, la sentinelle de l'Europe se mua en gendarme du monde.

L'Irak

Encore faut-il qu'un bloc ait des ennemis. Les circonstances y pourvurent.

Dès le début de la décennie, l'Irak avait fait main basse sur le Koweït, ce qui avait aussitôt déclenché la coalition des pays arabes de la région et suscité la condamnation du Conseil de sécurité. Les Occidentaux avaient, de surcroît, dépêché une formidable armada. Avec un tel rapport de force, la diplomatie aurait suffi pour rétablir le *statu quo*. Mais il s'agissait d'autre chose. On voulait punir Saddam Hussein, non pas tant pour avoir envahi un pays voisin, mais pour son vrai crime qui avait été de défier l'autorité de l'Occident. Le châtement devait être exemplaire et la démonstration de force écrasante. L'Irak fut réduit à la condition de paria international et exposé à la face du monde en vivant témoignage de l'omnipotence américaine.

La Yougoslavie

La Yougoslavie offrit à l'Europe le terrain d'un triomphe analogue. Le pays que Tito avait gouverné d'une main de fer était promis, lui disparu, à se disloquer. Les Européens crurent bon d'y aider. De ce qui était une mêlée obscure de frères ennemis, ils firent un épisode de la guerre des bons et des méchants. L'affreux Milosevic prit la place qu'avait tenue en Irak l'affreux Saddam Hussein. L'Europe devait s'y affirmer comme une puissance ; au moment décisif, elle s'effaça pour laisser à l'Amérique l'honneur de conclure seule la paix, dans le

huis-clos de Dayton. Cette paix ouvrit la voie à une vraie guerre ; celle-ci avait pour but d'écarter l'indépendance du Kosovo qui en fut pourtant la conséquence. Le nettoyage ethnique que l'on avait condamné chez les Serbes s'y donna libre cours sous la gouverne européenne.

La Russie

Un dernier trophée, la Russie, s'ajouta au butin. Ruinée, rapetissée, refoulée vers l'Est, elle est réduite au rôle d'élève docile et d'allié complaisant. Au nom de la démocratie et du libre marché, d'habiles escrocs s'emparent des joyaux de son économie et prennent le contrôle de ses médias. Au Conseil de sécurité, elle vote l'expédition irakienne et quand elle rechigne, comme pour la guerre à la Serbie, on passe outre. On a créé pour elle un Conseil de coopération en marge de l'OTAN, mais en la prévenant qu'elle n'aurait de voix au chapitre sur rien.

L'OTAN avait juré n'avoir pas la moindre intention d'avancer vers l'est, fût-ce d'un pouce, en foi de quoi le traité sur l'Allemagne avait stipulé qu'en aucun cas les soldats de l'OTAN n'iraient traîner leurs bottes de l'autre côté de l'Elbe. C'était, il est vrai, au temps de la puissance de l'URSS. Maintenant que la voilà réduite au PNB des Pays-Bas, les ménagements n'ont plus lieu. L'OTAN devient donc limitrophe de la Russie, sans se priver pour autant d'intriguer dans les anciennes Républiques soviétiques d'Asie centrale ou de manifester de la sympathie aux Tchétchènes, tout terroristes qu'ils soient. Si, d'aventure, la Russie élève quelque plainte, on lui rappelle tout ce qu'elle a à se faire pardonner et qu'elle devrait être bien contente qu'on ne lui demande pas de porter la robe de bure des pénitents.

Quand sonne l'an 2000, l'empire de l'Occident

est sans partage, son magistère incontesté. L'OTAN dresse, seule sur l'horizon, son donjon d'un autre âge ; et son ombre s'allonge jusqu'aux frontières russes. L'euro commence sa prometteuse carrière. L'ordre règne à Bagdad et à Pristina. La Russie fait cortège au char triomphal de l'Occident.

Le tableau comporte bien, malgré tout, quelques ombres. Chemin faisant, des principes ont été reniés et des promesses trahies. La pureté affichée des intentions a un peu trop laissé voir la duplicité des arrière-pensées ; et les succès d'hier n'ont fait que semer les difficultés de demain. Qu'importe, l'hégémonie occidentale est en bonne voie. Rien ne semble pouvoir l'arrêter.

La décennie 2000-2010

Le nouveau millénaire débute à peine quand retentit, dans le ciel bleu de l'omnipotence occidentale, le coup de tonnerre du 11 septembre 2001.

Dans l'attentat du World Trade Center, tout est hors norme : monstruosité de l'idée, audace des exécutants, étendue du carnage. Tout est aussi sans précédent. Jamais, pareil crime ; mais jamais, surtout, pareil démenti au mythe d'une Amérique intouchable, hors d'atteinte.

La réaction américaine

La réaction est à la mesure de l'attentat, mais ses coups sont mal ajustés. Les auteurs de l'attaque, tout comme son inspirateur, Oussama ben Laden, venaient tous d'Arabie saoudite et en professaient tous l'islam intégriste et conquérant. Enrôlés et armés par l'Amérique dans son

combat contre les Russes en Afghanistan, ils retournaient leurs armes contre leur employeur. Mais c'est moins la capitale des États-Unis qu'ils avaient visée que La Mecque du capitalisme mondial et de la modernité occidentale. L'attentat, pour destructeur et mortifère qu'il ait été, était d'abord sacrilège et profanatoire.

À cette guerre sainte, Washington riposte par une guerre classique. Agressé par une religion, il s'en prend à des États. Le premier atteint est l'Afghanistan, moins à cause de l'islamisme de ses dirigeants que parce qu'il donne asile à Ben Laden. Mais c'est l'Irak de Saddam Hussein qui concentre l'ire américaine. Déjà vaincu et sous contrôle, le pays est hors d'état de nuire. Son régime est ce qu'on fait de plus laïque en terre d'islam. Son gouvernement est étranger à l'horreur du 11 Septembre. C'est de lui, pourtant, que le président Bush junior fait l'ennemi principal, le champion de l'« axe du Mal ».

C'est qu'avec le Mal point de scrupules à nourrir ni de mesures à garder. L'Irak est fausement accusé de détenir des armes de destruction massive. Les rapports des inspecteurs de l'AIEA sont ignorés. On passe outre le Conseil de sécurité et les mises en garde d'un vieil allié aussi bien disposé que la France. Rien, ni le droit ni la vérité, ne saurait se mettre en travers de la guerre totale que l'on a décidée. Son armée écrasée, ses dirigeants éliminés, son territoire occupé, l'Irak est remis aux mains d'un proconsul avec mission de le démocratiser de force en prélude à la démocratisation de tout le Proche-Orient.

De cette grandiose utopie, ni efforts redoublés ni dollars déversés ne viendront jamais à bout. Avant dix ans, les Américains en seront à tenter de sortir à tout prix de ce guépier. Entre-temps, la guerre totale n'a pas évité d'être aussi une sale guerre. Tortures de la prison d'Abou Ghraib, déportation d'opposants et l'espèce de

goulag de Guantanamo en entachent gravement l'image. Sans aucun gain d'aucune sorte, l'Amérique aura laissé dans l'aventure une part de son autorité morale et de son crédit politique.

L'Europe sans les peuples

L'Europe, de son côté, est allée un pont trop loin. Ayant une monnaie, elle voulut une Constitution. Le traité en tenant lieu une fois adopté, Paris voulut le soumettre à l'approbation des Français. Pour le traité de Maastricht, douze ans plus tôt, le « oui » avait été acquis de justesse. Cette fois, le « non » fut sans ambiguïté. Émanant d'un pays fondateur et acquis après longue délibération, le résultat était sans précédent; il ne fut pas sans suite. Aux Pays-Bas, aussi, le référendum fut négatif et d'autres gouvernements renoncèrent à la procédure plutôt que de s'exposer à un refus.

Le traité repris, sous le président Sarkozy, par voie parlementaire finira par aboutir. Mais cela ne fera que consommer le divorce des Français avec l'Europe et du peuple avec ses élites. La machine bruxelloise à fabriquer des traités cessa, en tout cas, de fonctionner.

Les dernières années de la décennie sont accaparées par la crise des *subprimes*. Le système bancaire est sauvé *in extremis* aux dépens des États. L'euro échappe à la catastrophe, non sans secouer le couple franco-allemand.

Pendant que l'Amérique déclare forfait au Proche-Orient et que l'Occident se débat dans sa pire crise économique depuis 1929, la Chine, à l'autre bout de l'Eurasie, poursuit son irrésistible ascension. Quand la décennie s'achève, elle a doublé le Japon et les États-Unis sont dans sa ligne de mire.

La Russie de retour

C'est pourtant le retour de la Russie au premier plan qui marque les années 2000. Poutine a remplacé Eltsine. La hausse du pétrole aidant, il relance la croissance, reconstruit l'armée, rétablit l'autorité de l'État. Les oligarques sont mis au pas, la révolte tchétchène est matée, la diplomatie russe, enfin, retrouve son rang sur la scène internationale.

Dans un premier temps, Poutine recherche les bonnes grâces de l'Occident. Il s'affirme solidaire des États-Unis après l'attentat du 11 Septembre et parle « maison commune » aux Européens. En vain. L'Occident préfère réserver ses sympathies aux Tchétchènes, encourager la Géorgie à défier Moscou et appuyer l'Ukraine dans ses démêlés avec Moscou sur le gaz. Washington agite l'idée d'ouvrir l'OTAN à l'Ukraine et à la Géorgie tout en pressant l'installation en Pologne de défenses antimissiles au nom d'une menace iranienne imaginaire. Et si Moscou montre quelque humeur, on l'accuse de prêter à tort de noires intentions à l'Occident.

En 2008, le Président géorgien se croit assez sûr de ses arrières pour se permettre de bouter les Russes hors d'Ossétie du Sud. Mal lui en prend, la contre-offensive russe n'est arrêtée aux portes de Tbilissi que par les instances de la communauté internationale incarnée, en l'occurrence, par le président Sarkozy. Le *statu quo* est rétabli, mais chacun a compris : la Russie ne peut plus être traitée en quantité négligeable.

En 2000, l'Occident imposait partout sa loi. En 2010, après des victoires à la Pyrrhus, il est sur tous les fronts acculé à la défensive.

La décennie 2010-2020

La nouvelle décennie commence avec le Printemps arabe dans lequel l'Occident voit une heureuse surprise. Dans ce mouvement qui, parti de Tunisie, va de capitale en capitale, renversant les régimes comme une boule dans un jeu de quilles, il veut voir un grand élan démocratique. Les gouvernements en place étaient autoritaires et corrompus. Il les laisse tomber avec d'autant plus d'empressement qu'ils ont été ses complices.

Les Printemps arabes

Les choses, pourtant, se compliquent. En Tunisie, des compromis s'esquissent. En Égypte, l'armée ressaisit le pouvoir. Mais en Libye, Kadhafi fait de la résistance. France et Royaume-Uni, au motif d'éviter un massacre, obtiennent le droit d'intervenir et en profitent, sans trop de scrupules, pour liquider le dictateur libyen, non sans quelques dommages collatéraux : le pays est livré à l'anarchie et son énorme arsenal, mis au pillage, éparpillé dans tout le Sahel.

Mais c'est le cas syrien le plus grave. La révolution y tourne à la guerre civile et ouvre la voie à un nouvel avatar du terrorisme islamique : Daesh. Celui-ci prétend rétablir le califat, mène la guerre sainte à l'échelle mondiale et commande partout des attentats. Il sera éliminé. Mais, malgré l'aide qu'on leur apporte, les insurgés syriens ne parviennent pas à chasser du pouvoir le dictateur Bachar el-Assad. En 2013, une occasion se présente pour l'Occident : Damas est accusé de faire usage d'armes chimiques. C'était la ligne rouge à ne pas franchir. Paris se déclare prêt à agir, mais Londres se défousse. Washington tergiverse et Paris, resté seul, renonce. C'est le moment pour la Russie d'un petit chef-d'œuvre

diplomatique. Elle propose un désarmement chimique intégral et contrôlé de la Syrie. Le projet, impossible à refuser, est mis en œuvre, privant ainsi l'Occident de tout prétexte à intervenir. Moscou, demeuré seul en lice, assure alors la victoire de son protégé syrien.

L'Iran

Avec l'Iran, les négociations nucléaires prennent un tour positif sous impulsion américaine. En 2015, un accord est conclu. Contre la levée des sanctions, l'Iran renonce pour dix ans à travailler à se doter d'armes nucléaires. Le traité ouvre de belles perspectives que l'élection de Donald Trump remet aussitôt en question. Le nouveau Président américain décide de sortir du traité et de rétablir les sanctions. Il oblige même ses alliés à faire comme s'ils appliquaient les sanctions et exige de l'Iran qu'il respecte les clauses d'un traité dont lui-même vient de s'affranchir.

L'Ukraine

La même mauvaise foi s'était dès avant manifestée à propos de l'Ukraine. L'Union européenne élaborait depuis des années, dans l'indifférence générale, un projet d'association avec ce pays dont le principal objet semble avoir été d'écarter le projet russe concurrent. Moscou demanda à discuter, on lui ferma la porte au nez. Alors, en 2013, Moscou mit sur la table un prêt de trois milliards de dollars, moyennant quoi Kiev opta pour le projet russe. Aussitôt, la population ukrainienne, dûment chapitrée, descendit dans la rue contre son Président, l'accusa de corruption et d'avoir été mal élu. Les manifestations étant réprimées, il y a des morts. France et Allemagne offrent leurs bons offices et trouvent

un compromis entre gouvernement et opposition. Mais, le lendemain, le Président ukrainien est en fuite, le gouvernement renversé, le compromis ignoré et l'accord d'association européen remis en selle. La rue a pris le pouvoir avec la bénédiction de l'Occident. Moscou, pense-t-on, hurlera mais ne pourra rien faire.

La riposte, pourtant, sera aussi imprévue qu'imparable. En quelques jours et sans coup férir, la Russie ramène la Crimée dans son giron. Devant ce fait accompli, c'est au tour de l'Occident d'être pris de court. On s'en va partout clamant que, comme vient encore de le répéter le secrétaire général de l'OTAN : « C'est la première fois, depuis la Seconde Guerre mondiale, qu'un pays use de la force militaire pour modifier les frontières et s'emparer d'une partie d'un autre État. » C'est oublier que la Turquie a fait bien pire. Ses troupes ont envahi, il y a une quarantaine d'années, le nord de Chypre qu'elles occupent toujours sans avoir encouru la moindre sanction. Elle est toujours membre de l'OTAN et l'Europe lui a ouvert les portes de l'adhésion.

Crise migratoire et Brexit

Deux autres événements vont encore affecter l'Europe avant la fin de la décennie : la crise migratoire de 2015 et le référendum sur le Brexit de 2016.

Le premier trouve son prolongement dans la crise turque de l'hiver dernier. C'est toujours la même contradiction au sein de l'Union européenne entre l'ouverture que prônent ses élites et la protection dont ses peuples ont besoin.

Le second est d'autant plus significatif qu'il n'est pas dû à une absence de bonne volonté de part ou d'autre et qu'il a résisté à tous les appels, à toutes les mises en garde et à toutes les pressions. Il faut donc croire qu'il répond à la nature

des choses et ne fait que la révéler. Le bloc européen est devenu si rigide et si fragile à la fois que l'on ne peut en distraire un élément sans compromettre l'ensemble. C'est un carcan dont on ne peut s'émanciper qu'en en sortant. Il est au pouvoir des diplomates de négocier quand il s'agit de plus ou de moins, pas quand il s'agit de tout ou rien.

Au terme de cette décennie, l'Occident a perdu non seulement sa belle assurance et ses airs conquérants, mais, sur presque tous les fronts, il est contraint de battre en retraite. L'hégémonie mondiale, qui semblait promise en 2000, est, vingt ans plus tard, hors de portée.

S'agit-il de repli temporaire ou tactique ou sont-ce les prodromes d'une « désoccidentalisation » ? Pour se prononcer, il faut élargir le regard pour embrasser la totalité de la période et l'ensemble du monde afin de faire le point et mesurer le chemin parcouru.

Le bilan du conflit

Le monde de la guerre froide était immobile et immuable. Sa stabilité était à ce prix. L'équilibre de la terreur était à la merci d'un faux pas, d'un geste de trop, d'une erreur d'interprétation. La parité des blocs avait constamment besoin d'être mesurée, vérifiée, surveillée. Tout se passait comme si l'on ne pouvait écarter la réalité d'une guerre mondiale qu'en acceptant d'en laisser rôder constamment le fantôme.

Le monde actuel est à l'inverse. Sa stabilité s'accommode d'une perpétuelle agitation de surface aussi bien que de grands mouvements de fond. À trente ans de distance, les cartes du monde sont presque superposables. Ni les frontières ni la consistance des États n'ont beaucoup

varié. Aujourd'hui comme hier, c'est un monde d'États-nations. Tous les États ont survécu, même ceux qui semblaient les plus artificiels ou les plus précaires. Loin de disparaître, engloutis par un voisin ou agrégés en États-continentaux, ils se sont affermis. Nulle part, la tentation du post-national ne l'a emporté. L'Europe n'a pas fait école. Les États acceptent des alliances, mais refusent de s'y dissoudre. La vague islamiste comme, aussi, celle du Printemps arabe se sont fracturées sur ces brisants qu'ont été les frontières nationales. L'échec du dialogue méditerranéen a démontré la vanité de vouloir traiter comme un tout ce qui est irrémédiablement pluriel.

Cette stabilité a-t-elle été payée d'un surcroît de violence ? Les conflits, il est vrai, n'ont pas cessé. Mais localisés et temporaires, ils ont été plus souvent infra-nationaux qu'internationaux. Encore doit-on avouer que les ingérences occidentales n'ont pas peu contribué à les attiser ou à les envenimer. Si l'on se souvient que la guerre froide s'est accompagnée de quelques guerres chaudes en Corée, au Vietnam, en Afghanistan, la comparaison avec notre temps n'est pas si défavorable. La France, en tout cas, devrait être la dernière à oublier qu'elle n'a jamais connu d'aussi longue période de paix. Plus encore que la guerre, c'est le spectre de la guerre qui a reculé. Les historiens diront peut-être que jamais les États n'auront obtenu autant de liberté pour chacun au prix de si peu de désordre pour tous.

Le monde des trente dernières années a connu, enfin, un essor extraordinaire, démographique, économique, scientifique. Des centaines de millions d'hommes ont été arrachés à l'extrême pauvreté ; des centaines d'autres ont accédé au niveau de vie occidental. Ce prodigieux progrès n'a été le privilège ni d'une aire géographique particulière ni d'un certain type

d'État. La réussite de Singapour ou la vertigineuse croissance éthiopienne sont là pour en témoigner. L'agilité des petits fait même souvent pâlir d'envie la lourdeur pataude des très grands. Ces trente années ont été, à l'échelle du monde, ce qu'avaient été, pour la France, les Trente Glorieuses.

On voit combien l'Occident faisait erreur quand il croyait le monde voué par sa tare nationale à la double malédiction de la misère et de la guerre.

Ce jugement se confirme si, de la vision générale, on passe à l'analyse du détail. On ne peut manquer d'être frappé, en effet, par la différence qui s'est creusée entre l'Occident et le reste du monde. S'il s'agissait d'un match, on dirait que le score est sans appel. La croissance occidentale a été le tiers de ce qu'elle était dans le reste du monde. À force de piétiner, les pays occidentaux font du surplace ; le reste du monde a beau avoir ralenti son galop, il trotte toujours loin devant. Les Occidentaux monopolisaient les premières places au palmarès mondial ; ils les partagent aujourd'hui avec les grands pays du tiers monde. Inde et Brésil rejoignent les Européens dans la dizaine de tête. Le bouleversement de la hiérarchie entraîne un basculement du rapport de force.

À cet égard, c'est l'ascension chinoise qui est le fait essentiel. En trente ans, la Chine est passée de 4 % à 20 % du PNB mondial. Elle était derrière la France, elle est l'égale des États-Unis. C'est une révolution, même si elle a été silencieuse et pacifique. En 1990, il y avait encore, d'un côté, les pays industrialisés où les Européens voisinaient avec l'Amérique et, de l'autre, le reste du monde. En 2020, il y a, au sommet et détachés de tous les autres, les États-Unis et la Chine, puis, loin au-dessous, le peloton serré des puissances moyennes où se côtoient désormais

Européens et grands pays de ce que l'on appelait le « tiers monde ».

On n'en est pas encore à un monde bipolaire, mais la perspective s'en esquisse. Déjà, on en est à faire cercle autour des deux éléphants américain et chinois, à s'inquiéter de leurs querelles et à se garer des ravages qu'elles laissent sur leur passage, à se demander, enfin, quel parti il faudra prendre entre les deux camps. Déjà, aussi, on voit se dessiner les frontières de deux blocs : à l'ouest, l'Europe blottie contre les États-Unis et, à l'est, la Chine flanquée de la Russie. Entre les deux, un Moyen-Orient partagé entre l'Iran chiite et l'Arabie sunnite.

La question, dès lors, n'est plus, comme il y a trente ans, de savoir si l'Occident prendra la tête du monde. L'hégémonie mondiale était une chimère ; elle est clairement devenue une impossibilité. L'Occident n'a plus les moyens d'imposer son empire et il a perdu l'autorité qui lui aurait valu d'exercer le magistère. L'enjeu se situe aujourd'hui entre un monde de nations et un retour au bloc à bloc planétaire.

Encore faut-il prendre la mesure des changements qui se sont opérés à l'intérieur même de l'Occident. Son unité, d'abord, est entamée. Longtemps, entre les élites européennes de la côte est des États-Unis et les élites américanisées d'Europe occidentale, une vieille fraternité d'armes, la parenté des cultures, la similitude des styles de vie ont masqué l'inégalité du rapport de force ou la divergence des intérêts. Ce temps est révolu. Les deux rives de l'Atlantique ne se sont pas seulement éloignées. De chaque côté, un fossé s'est creusé entre peuple et élites.

Aux États-Unis, c'est au peuple, dernièrement, qu'est allé l'avantage. L'Amérique de Donald Trump ne se croit plus obligée de cacher sous le manteau d'hermine d'une royale bienveillance la rudesse de ses manières ou le

simplisme de ses vues. Face à de redoutables rivaux, elle éprouve le besoin de raccourcir sa ligne de front en liquidant des avant-postes devenus intenable, comme en Afghanistan ou en Irak. À ses alliés, elle rappelle qu'elle veut en avoir pour son argent. Avec tous, elle est si prompte à recourir à la force économique, financière ou militaire que, sous son assurance feinte, on devine la nervosité. On a ainsi ce paradoxe d'États-Unis qui se replient et se raidissent pendant que la Chine s'ouvre et se déploie; d'une Amérique qui brandit les hausses de tarifs douaniers quand la Chine se fait à Davos la championne du libre commerce; d'un Donald Trump qui érige un mur à la frontière mexicaine et d'un Xi Jinping qui multiplie à la ronde ses routes de la soie.

De ce côté-ci de l'Atlantique, au contraire, ce sont les élites qui en sont encore à poursuivre leur rêve européen dans l'incompréhension grandissante des peuples. Ce qui trompe, c'est que le vocabulaire ne change pas. On parle d'Europe, de démocratie, d'union qui fait la force, et il n'y a plus rien de tout cela. Les mots sont les mêmes, ils ont perdu leur sens.

Le libre-échange n'a rien de particulièrement européen, pas plus que la concurrence quand elle consiste à empêcher l'émergence de champions européens. Quoi d'européen dans une union monétaire qui défend formellement à ses membres de se porter assistance ou dans une politique de défense dont est exclue la défense de l'Europe expressément déferée à un tiers? Ou dans une Europe dont la politique étrangère a les droits de l'homme pour seul mot d'ordre, dont la langue de travail est un sabir international et la culture, si c'en est une, est américaine? Une Europe avec la Turquie mais sans la Russie et, maintenant, sans la Grande-Bretagne mérite-elle encore ce nom?

Comment, ensuite, appeler « démocratique » une organisation qui fonctionne à la majorité de son Conseil dont chaque membre parle, au mieux, pour la moitié de son peuple et, donc, où *majorité* signifie majorité de majorités, c'est-à-dire minorité? Où l'initiative des lois appartient à des commissaires non élus dont la compétence, à l'origine, se limitait à mettre en route une union douanière, mais qui s'étend aujourd'hui à presque tout, sans que l'on ait changé quoi que ce soit à leur mode de désignation? Où le Parlement peut changer de majorité ou renverser la Commission, mais où ces choses, courantes en démocratie, n'arrivent jamais? Où tout ce qui est important a été réglé par traité et se trouve, de ce fait, exclu, désormais, du débat public? Où les peuples ne sont plus interrogés tant on craint qu'ils ne répondent mal? C'est un décor en trompe-l'œil derrière lequel des idéologues du libéralisme ont tout loisir de confisquer l'Europe au profit de leur doctrine.

Quant à l'impuissance de l'Union, elle n'est plus à démontrer. Elle en donne chaque jour le spectacle. Elle s'est trouvée, par exemple, dans l'incapacité d'honorer le traité avec l'Iran alors même qu'elle l'avait signé et le déclarait toujours en vigueur. Un projet de règlement du conflit israélo-palestinien a été rendu public par Washington. Il va à l'encontre du droit international, des résolutions du Conseil de sécurité et de tout ce que l'Europe n'a cessé de professer depuis des décennies. C'est à peine si l'on a entendu le murmure de sa désapprobation désolée et fataliste. Dernièrement, la Turquie s'est servie des migrants pour faire chanter l'Europe et l'Europe a cédé au chantage. Quant à ce que révèle la crise du coronavirus, chacun l'a sous les yeux.

L'Occident n'est plus ce qu'il était; peut-être faudrait-il dire qu'il n'y a plus d'Occident. Il

devait ouvrir l'ère attendue du post-national qui serait régie par la sainteté de l'État de droit et non plus par l'égoïsme des intérêts nationaux. L'Amérique est plus nationale que jamais. Il lui arrive de blâmer le nationalisme des autres, on ne l'a jamais entendu s'excuser du sien. Quant à la sainteté du droit, on a vu ce qu'elle fait du grand principe « *pacta sunt servanda* ». De manière générale, à la force du droit elle a tendance à préférer le droit du plus fort. L'Europe, pour sa part, ne sait plus très bien ni où elle en est ni, peut-être, ce qu'elle est. Sans racines, sans frontières, sans projet défini, elle ne semble pas s'être encore avisée qu'elle n'est rien d'autre que le camp retranché d'une secte d'idéologues du libéralisme.



La morale de cette histoire est assez simple. Fort de son idéologie libérale et mondialisée, l'Occident a cru pouvoir imposer son empire et son magistère. Fort de sa résilience nationale, le reste du monde lui a victorieusement tenu tête. En Occident même, l'idée nationale est loin d'avoir rendu les armes. Les signes, au contraire, se multiplient de sa revanche. Le monde ne s'est pas occidentalisé ; l'Occident, en revanche, s'est mondialisé. Le monde ne s'est pas dénationalisé ; l'Occident est en train de se renationaliser.

L'erreur de l'Occident a été de croire que la nation et le nationalisme étaient l'ennemi, alors que, en vérité, c'est l'idéologie et son impérialisme qui sont les ennemis. Sans doute arrive-t-il aux nations comme aux idéologies de céder à la tentation impériale. Mais il y a une différence : les nations deviennent impérialistes par accident ; les idéologies le sont par nature. La raison en est que la nation a des frontières et que les

idéologies n'en connaissent aucune. C'est pourquoi il vaut mieux travailler à l'équilibre des nations qu'au règne des idéologies.

Appliquée à la France, la morale de l'histoire rend un son un peu mélancolique. Il n'y a pas de doute, en effet, que notre pays figure dans le camp des perdants et, parmi les perdants, au nombre de ceux qui ont le plus perdu. Le constat est d'autant plus triste que l'on ne peut le mettre au compte de la malchance. Force est donc bien de conclure qu'elle n'a pas fait les bons choix et que, au lieu de les corriger, elle s'y est entêtée.

Elle s'est laissée prendre, en particulier, au mirage européen comme, au temps de la première Renaissance, les rois de France ont cédé au mirage italien. L'avenir n'était pas, comme ils le croyaient, au-delà des Alpes, il était en train de se jouer au-delà des mers, sur les rivages du Nouveau Monde. La France, surtout, a commis la faute de manquer le tournant des années 1990. Alors que le monde s'ouvrait et se donnait à conquérir, l'Europe préféra se prêter à devenir le tremplin de l'idéologie libérale. La France, de concert avec l'Allemagne, conduisait l'Europe des Six ; elle se fit l'humble servante, souvent rabrouée, d'une Europe à vingt membres ou plus.

Le verdict, cependant, n'est pas sans appel et l'avenir n'est pas écrit d'avance. Le monde, on l'a vu, s'oriente vers un face-à-face sino-américain. Que la Russie soit rejetée dans l'orbite chinoise et l'Europe enfermée dans l'ensemble atlantique, et le reste du monde sera irrésistiblement attiré par l'un ou l'autre des deux blocs, comme limaille de fer par un aimant. De la simple rivalité de deux grandes nations, on passera au duel de deux moitiés du monde. Le monde sans maître que nous avons connu n'aura été qu'une parenthèse en train de se refermer. C'en sera fait de la mondialisation puisqu'en place d'un

monde unique, mais ouvert, on en aura deux fermés l'un à l'autre. Et aussi de la nationalisation, car la discipline de bloc y aura étouffé la souveraineté des nations. La France, quant à elle, y perdrait son indépendance en même temps que la maîtrise de sa sécurité qui serait alors livrée aux aléas du dialogue Washington-Pékin.

Cette évolution ne fait que commencer. Il est probable qu'elle aille à son terme, mais ce n'est pas fatal. La France est un des rares pays qui soient en position d'en dévier le cours et sur qui pèse, par conséquent, la responsabilité historique d'y pourvoir. Il suffirait pour cela que France et Russie s'entendent suffisamment pour échapper, l'une à l'inféodation atlantique, l'autre à l'embrace chinoise. Le retour au bloc à bloc qui menace ne saurait trouver meilleur antidote qu'une Europe de Brest à Vladivostok. Elle serait assez forte pour se soustraire à l'attraction de Pékin et de Washington et assez exemplaire pour amener le reste du monde à préférer l'indépendance à la vassalité.

Mais cela passe, de la part de la France, par

un geste franc et sans détour. Il s'agirait de déclarer, haut et fort, que le retour de la Crimée dans le giron russe ne contrevient ni à la nature des choses ni aux exigences de la paix. La façon dont a été opéré ce retour est peut-être discutable, le résultat ne l'est pas. On voit mal, d'ailleurs, de quel droit la France irait se faire le pointilleux exécuteur testamentaire des caprices de Nikita Khrouchtchev.

Nul doute qu'une telle initiative ferait scandale. On entend d'ici les cris de ceux que ni la partition de Chypre ni l'annexion des territoires palestiniens n'émeuvent particulièrement et qui ont contribué sans frémir au dépècement de la Yougoslavie. Le courage d'articuler une simple vérité passera pour une audace intempestive. Impossible d'agir seul, dira-t-on. C'est une chose, pourtant, pour laquelle la France n'a de permission à demander ni de comptes à rendre à personne. Elle a sûrement les moyens de le pouvoir ; la seule question est de savoir si elle a gardé assez de liberté pour le vouloir.

Gabriel Robin.

Hélène Carrère d'Encausse

1917-1989 : naissance et mort de l'Empire soviétique

Le 23 février 1981, devant le XXVI^e congrès du Parti communiste de l'URSS, Leonid Brejnev dresse ce tableau de l'état du monde : « La sphère de l'impérialisme a été réduite », l'URSS, « alliée naturelle du tiers monde, y a contribué »¹. Et dans la liste des pays liés au puissant Empire soviétique, Brejnev n'oublie pas une conquête récente, l'Afghanistan, où les troupes soviétiques campent depuis décembre 1978 au prétexte de répondre à l'appel au secours d'un dirigeant ami². L'exposé triomphaliste de Leonid Brejnev qui traduit un incontestable « vertige du succès »³ peut pourtant, dès ce moment, susciter le doute. Le coup de force soviétique a été vivement dénoncé par le président Carter, très attaché jusqu'alors à la Détente, et il n'a pas peu contribué à faire élire à la Maison Blanche Ronald Reagan, décidé à « arrêter la progression de l'empire du Mal »⁴. Avant même ce tournant américain, mais aussi avant l'opération afghane, un autre signal eût pu inquiéter les responsables soviétiques. En octobre 1979, un pape polonais monte sur le

trône de Saint-Pierre. En son temps, Staline demanda, méprisant : « Le pape, combien de divisions ? » Mais nul, en 1979, ne peut éviter de s'interroger sur la portée de l'événement. Dix ans passent et, le 8 décembre 1991, les présidents des trois États fondateurs de l'URSS, Russie, Ukraine, Biélorussie, annoncent au monde que l'URSS n'existe plus, qu'elle s'est autodissoute. Aucun coup de feu n'a été tiré, le sang n'a pas coulé, nulle foule ne s'est rassemblée pour accompagner l'événement, le si puissant Empire, surarmé, surprotégé, que décrivait Brejnev dix ans plus tôt, disparaît dans l'indifférence générale. L'histoire qui vit sombrer tous les empires,

1. Rapport général au XXVI^e congrès (*Pravda*, 24 février 1981).

2. *Pravda*, 29 décembre 1979 ; *Problemy mira i sostiazma*, mars 1980, p. 33.

3. L'expression « vertige du succès » a été employée par Staline en 1931 pour excuser ce qu'il appelait « quelques excès » de la collectivisation et du premier plan quinquennal.

4. Discours du 8 mars 1982 à Orlando (dans Guy Sorman, *Les Discours de Ronald Reagan*, J.-Cl. Lattès, 1990, p. 622).

Hélène Carrère d'Encausse
Naissance et mort
de l'Empire soviétique

particulièrement au ^{xx}e siècle, marqué par la fin des empires européens, n'aura jamais connu un semblable *non-événement*.

Pour tenter de le comprendre, il faut rappeler ce qu'était cet empire, une construction complexe dont deux guerres mondiales ont assuré l'existence et le progrès. À l'origine, il y eut l'empire des Tsars, ensemble multi-ethnique, multiculturel. Empire sans métropole, dont la continuité territoriale et l'unité politique équilibraient les différences humaines. En 1917, l'Empire est décomposé, Lénine prend le pouvoir et faute de pouvoir transformer *sa* révolution en révolution mondiale, il reconstitue presque intégralement l'empire des Tsars. C'est l'URSS, premier État socialiste du monde. La Seconde Guerre mondiale permet à son successeur Staline d'étendre l'espace soviétique à tout l'Est européen. Ce puissant ensemble légitimé par l'idéologie communiste et tenu par la force militaire de l'URSS sera ébranlé dès 1953 par la mort de Staline et la déstalinisation. La Hongrie et la Pologne se soulevèrent contre l'« ordre soviétique », ce qui s'acheva dans la sanglante tragédie hongroise et l'autorégulation polonaise. Puis ce fut, en 1968, la tentative de fonder un socialisme à visage humain en Tchécoslovaquie, qui fut écrasée en août par les forces du pacte de Varsovie, appelées à l'aide, assura Moscou, par l'allié tchèque⁵. L'opération eut lieu alors que la guerre froide était tempérée par une certaine détente entre les deux blocs. La Détente en souffrit, mais elle y survécut. Moins d'un mois après l'invasion en Tchécoslovaquie, le président des États-Unis, Lyndon Johnson, exprime l'espoir que « ce fâcheux incident de parcours » ne l'affectera pas⁶. De fait, en dépit de péripéties diverses, la Détente se poursuivit, aboutissant en 1975 à la conférence d'Helsinki, qui entérina le *statu quo* européen – la division de l'Europe – en échange

de l'adhésion de l'URSS à un code de « bonne conduite ». On comprend mieux ainsi l'optimisme de Leonid Brejnev.

Le zastoï et l'érosion

Et pourtant tout, dès ce moment, témoigne de l'érosion rapide du système. D'abord en son cœur même, en URSS. L'économie soviétique tourne au ralenti. L'agriculture ne suffit pas à nourrir le pays qui doit importer des céréales, la crise alimentaire va s'aggravant, et les citoyens soviétiques s'exaspèrent d'une pénurie croissante qui couvre tout le champ de leurs besoins. L'industrie ne se porte pas mieux, les usines ne produisent plus assez de machines et leur qualité est piètre. Les transports ferroviaires indispensables à cet espace immense se dégradent. C'est le *zastoï* (stagnation). L'URSS a durablement misé sur les revenus du pétrole pour compenser ces insuffisances. Et au début des années 1980, déjà, Richard Pipes, conseiller du président Reagan, lui signalant que l'URSS dépend de la conjoncture pétrolière, propose que les États-Unis en tirent profit pour déstabiliser tout le système. Au début des années 1980, le cours de l'or noir commençant à baisser, le désastre économique ne cessera de s'amplifier. À cela s'ajoute, avec la présidence Reagan, la course aux armements que l'URSS a du mal à assumer. Le président Reagan sera jusqu'à son dernier jour convaincu d'avoir « mis l'URSS à genoux ». En réalité, les dépenses militaires ayant toujours été la priorité des dirigeants soviétiques, la course aux armements aura moins pesé dans la décomposition

5. Les troupes soviétiques s'étaient retirées de Tchécoslovaquie en 1946. En juin 1968, les forces du Pacte organisent des manœuvres en Tchécoslovaquie.

6. Henry Kissinger, *À la Maison Blanche, 1968-1973*, Fayard, 1979, t. 1, p. 138.

du système que l'inadaptation de l'URSS à un monde en transformation rapide, mais elle y aura contribué. Autre signe de l'essoufflement soviétique, une crise démographique qui, vers la fin des années 1970, se traduit à la fois par un déclin de la natalité, la réduction de l'espérance de vie et la dégradation de l'état sanitaire de la société, accompagnés de l'effondrement du système de santé. Dans le même temps, le pays est confronté à la guerre en Afghanistan. L'invasion que Brejnev imaginait aisée, comme le furent les épisodes hongrois et tchécoslovaques, est rapidement devenue une véritable guerre aux conséquences imprévues. D'abord en URSS même, où les Soviétiques voient que l'opération supposée de secours demandée par les Afghans a soulevé contre l'URSS tout un peuple qui inflige aux envahisseurs des pertes considérables. Le sort incertain des soldats soviétiques – 100 000 combattants, mais combien de morts ? Combien de cercueils qui reviennent scellés ? Combien de disparus ? Devant cette tragédie humaine naît en URSS, au début des années 1980, un mouvement inédit et encore inimaginable, la mobilisation des mères de soldats, mouvement précurseur de la société civile à venir, qui demande des comptes au pouvoir et à l'autorité militaire réputée briser par ses brutalités les jeunes appelés à la servir. Mais aussi la guerre d'Afghanistan soulève contre l'URSS l'indignation des peuples musulmans, notamment de ceux qui vivent dans ses frontières, dans les Républiques dites souveraines, et dont les populations éduquées dans l'athéisme découvrent soudain leur solidarité avec l'Islam. Et, hors de l'URSS, dans le monde musulman, l'URSS, dont Brejnev soulignait le rayonnement dans le tiers monde, prend soudain le visage de l'ennemi, de l'agresseur. Kissinger avait prédit que l'Afghanistan serait « le Vietnam de l'URSS ». Peu d'années suffiront pour démontrer que l'URSS,

superpuissance, est incapable de briser la résistance d'un peuple de moins de vingt millions de personnes mal armées face à deux cent cinquante millions de Soviétiques. La superpuissance soviétique est embourbée et la paralysie militaire est à l'image de toute l'URSS, installée dans le *zastoï*. Tout y est à l'arrêt, figé.

Certes, autour de l'URSS, dans l'espace européen, rien ne bouge encore, du moins de manière visible. Mais, en Pologne, Lech Walesa se lance dans l'aventure de Solidarnosc, une hérésie pour Moscou, qui provoque au XXVI^e congrès la riposte de Brejnev : « Nous n'abandonnerons pas dans le malheur un pays frère⁷. » Propos annonciateur d'une mise au pas ? Mais, comme toujours, intervenir en Pologne effraie l'URSS, et les Polonais savent régler eux-mêmes le problème. Le 20 octobre, le général Jaruzelski, alors chef du gouvernement, instaure l'*état de guerre* (ou état de siège), met en place un *conseil militaire de salut national* et assure l'URSS, les pays frères et le pacte de Varsovie de la fidélité de la Pologne à leur alliance. La Pologne a pris en main le processus de normalisation voulu par Moscou et Brejnev peut se féliciter d'avoir évité ainsi une opération qui eût été particulièrement mal venue après celle d'Afghanistan, alors que le climat de détente est déjà dégradé. La première partie des années 1980 est bien marquée par la rupture avec le temps des succès dans le tiers monde et la détente amorcée.

*L'âge d'argent
de la perestroïka*

L'expression « âge d'argent » décrit le grand tournant des années 1985-1990⁸. La succession

7. *L'Humanité*, 14 décembre 1981.

8. Cette définition est due à l'inspirateur de la *perestroïka*, Alexandre Iakovlev.

Hélène Carrère d'Encausse
Naissance et mort
de l'Empire soviétique

rapide des responsables politiques soviétiques, vieilliss, usés par des maladies diverses, a ajouté à l'image du *zastoi* le constat d'une usure totale de la classe dirigeante. Le 11 mars 1985, le Comité central du Parti orphelin de son dernier secrétaire général, Konstantin Tchernenko, porte à sa tête un homme de cinquante-quatre ans, qui a déjà accompli un parcours politique spectaculaire, Mikhaïl Gorbatchev. L'élite libérale soupire de soulagement. «Un dirigeant dont nous n'avons pas honte», dit Andreï Sakharov alors exilé à Gorki, ou encore : «Il rappelle Khrouchtchev, un Khrouchtchev qui aurait fait des études supérieures», selon Andreï Gratchev⁹. D'emblée, le nouveau *genssek* déclare sa volonté de bousculer les choses et nomme pour commencer des hommes nouveaux. Au XXVII^e congrès, 25 février-6 mars 1986, il proclame la nécessité de rénover le pays, de le sortir du *zastoi*, mais pour y arriver son mot d'ordre est déconcertant : il faut, dit-il, *accélérer* le progrès. Quel progrès ? Alors que le pays est à l'arrêt ? La déception et l'incertitude succèdent à l'enthousiasme premier. Mais le destin bouscule ce programme. L'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl, le 26 avril 1986, que le pouvoir soviétique ne peut dissimuler¹⁰, malgré la tentation qu'il en eût, met à nu les faiblesses technologiques de l'URSS et la propension du système à mentir : l'URSS ne connaît pas de catastrophes. Cette fois, le mensonge est éclatant et Gorbatchev en tire d'emblée les conséquences. Tout d'abord, la nécessité de renoncer au mensonge pour rendre publique la vérité – c'est la *glasnost* –, la nécessité aussi de reconstruire tout le système – politique et plus seulement économique –, c'est la *perestroïka*. Gorbatchev en appelle à la société soviétique pour qu'elle participe à l'œuvre de vérité. Et autorisant, en décembre, le retour à Moscou de l'adversaire implacable du

système, l'académicien Sakharov, il donne un chef moral au pays. Et de partout surgit la volonté de dire la vérité. Les Polonais exigent que lumière soit faite sur le Pacte germano-soviétique de 1939 et sur le massacre de Katyn¹¹, les Ukrainiens, que Moscou reconnaisse avoir organisé la famine de 1933, la liste des revendications est longue. Gorbatchev comprend la nécessité de s'attaquer au système lui-même. La XIX^e conférence du Parti, en juin-juillet 1988, est caractérisée par le débat le plus ouvert que le pays ait connu depuis l'époque révolutionnaire. Et les conséquences en sont considérables. C'est tout l'héritage de Lénine qui va disparaître. Des élections libres remplacent les élections partisans et le multipartisme doit en découler¹². En 1989, ces décisions entrent dans les faits. Le I^{er} congrès des Députés du peuple réuni du 25 au 30 mai 1989 rassemble 2250 députés élus au suffrage universel direct et à bulletins secrets. Le Parti conserve la maîtrise des candidats présentés au titre des *organisations sociales*, mais la majeure partie des députés est librement choisie par les électeurs. Gorbatchev, secrétaire général du PC qui existe encore et seul candidat à la présidence du Soviet suprême, y est élu, la tradition semble respectée. Mais aussi les députés vont élire au Soviet suprême son opposant déclaré, figure de proue de l'opposition réformatrice, Boris Eltsine. Les réformateurs

9. Andreï Gratchev, *Le passé de la Russie est imprévisible. Journal de bord d'un enfant du Dégel*, Alma Éditeur, 2014.

10. A. Iarochnikskaia, *Tchernobyl totalement secret* (Moscou, 1992, en russe), comporte tout le rapport du Politburo sur la catastrophe.

11. Il faut rappeler que Staline, lors du procès de Nuremberg, avait voulu inscrire ce massacre dans la série des crimes commis par l'Allemagne nazie. Il n'eut pas gain de cause.

12. Le 1^{er} décembre 1988, la loi révisant la Constitution est adoptée, mettant en place un nouveau système électoral partiellement libéré des contraintes du Parti.

sont rassemblés dans le *groupe interrégional* dont le programme réclame la fin du monopole du pouvoir du Parti, la désidéologisation du système et sa démocratisation, donc rejette l'héritage de Lénine.

Sakharov, tout juste revenu de son exil à Gorki et membre éminent du groupe réformateur, se bat pour obtenir l'abolition de l'article 6 de la Constitution qui affirme le rôle dirigeant du Parti. Il n'y réussit pas en juin 1989. Gorbatchev s'y est clairement opposé¹³. Au II^e congrès – 12 décembre – il y revient, le conflit avec Gorbatchev est si violent que Sakharov s'effondra en séance et mourut le lendemain. L'altercation avec Gorbatchev souleva l'indignation des députés, élargit l'opposition et la revendication de suppression de l'article 6, provoquant un vaste mouvement d'opposition populaire¹⁴. Gorbatchev, accusé par l'opinion libérale et une large partie de la société d'« avoir tué » Sakharov, devra capituler. En février 1990 à Moscou, 100 000 manifestants crient « Gorbatchev a tué Sakharov » et « Abrogez l'article 6 ». Deux mois plus tôt déjà – décembre 1989 –, le parlement de Lituanie avait voté l'abrogation de cet article dans la Constitution de la République. Trois jours plus tard, le PC de Lettonie prend la même décision. L'unité du PC de l'URSS, indiscutable pour Lénine, n'est plus qu'un mythe. Gorbatchev doit capituler. Il le fait au III^e congrès des Députés du peuple – 14 mars – qui entérine une révision constitutionnelle par laquelle l'article 6 est transformé¹⁵, le Parti étant noyé dans une myriade d'instances et perdant, de fait, son rôle dirigeant. Cette semi-concession est une défaite pour Gorbatchev, pour le Parti qu'il continue à incarner et accroît le fossé entre lui et les réformateurs.

La décomposition du système politique de Lénine en URSS est accompagnée par l'érosion

rapide de l'Empire dans ses deux dimensions, intérieure et extérieure. Tout a commencé dès 1986 par les révoltes des Républiques périphériques, Kazakhstan et Géorgie. Pour la dernière, tout finit dans un bain de sang, qui sera appelé le « Tiananmen de la *perestroïka* ». Après la révolte viennent les mouvements politiques organisés. Des Fronts populaires surgissent dans les Républiques baltes et débouchent, dès le milieu de l'année 1989, sur la proclamation de la souveraineté des Républiques ; la Moldavie leur emboîte le pas et en Ukraine un Front populaire – Rukh – est particulièrement inquiétant pour Moscou. Plus grave encore est l'éboulement dans l'Empire extérieur, né de la guerre froide. Or Gorbatchev s'est efforcé d'y mettre fin. Dès 1985, il s'ouvre aux pays occidentaux, France et Angleterre d'abord, puis il propose un programme de liquidation des armements nucléaires pour l'an 2000 et réussit enfin à nouer le dialogue avec les États-Unis, qui conduit au sommet de Reykjavik – 11-12 octobre 1986. Le 8 février 1988, il annonce que les troupes soviétiques quitteront l'Afghanistan dans neuf mois et le redit au président Reagan. L'évacuation commencera le 15 mai 1988 pour se terminer le 9 février 1989. En décembre 1988, il présente aux Nations-Unies sa *nouvelle pensée pour le monde*, vrai programme de paix. Gorbatchev veut être et est alors « l'homme de paix ».

Mais cette politique d'ouverture et de paix a des effets déstabilisants dans l'Europe soviétisée. Chevardnadze, ministre des Affaires étrangères, avait alerté Gorbatchev sur les conséquences du retrait d'Afghanistan (peut-on abandonner un

13. Il le dit dans un article de la *Pravda* du 26 novembre 1990.

14. V. V. Juravlev (sous la dir. de), *Le Pouvoir et l'opposition* (en russe), Moscou, 1995, p. 316.

15. *Pravda*, 17 mars 1990.

allié, quasi-membre de la « famille socialiste »?) et, plus généralement, sur les effets pervers de la *perestroïka*. La Pologne, que l'on croyait neutralisée depuis 1981, ouvre le bal. Des grèves y éclatent en 1988. Gorbatchev vient en Pologne. Il est interrogé sur le statut de la *doctrine* Brejnev à l'heure de la *perestroïka*. Sa réponse ambiguë est un encouragement aux manifestants qui réclament la légalisation de Solidarnosc et le retour à la table ronde¹⁶. Le pouvoir cède. La Constitution et le système électoral sont modifiés, les élections semi-libres du 4 juin 1989 assurent le triomphe de l'opposition à la Diète et au Sénat. Bronislaw Geremek prend la tête des députés de Solidarnosc à la Diète et le Sénat est aussi présidé par un membre de ce mouvement. Les communistes doivent négocier. Le gouvernement Mazowiecki comporte quatre communistes et s'engage à ne pas mettre en question le pacte de Varsovie. Le général Jaruzelski a accompagné cette révolution sans s'y opposer. Pour la première fois depuis 1945, un pouvoir non communiste s'installe avec l'accord des communistes. Gorbatchev est rassuré, il croit encore à la stabilité de l'Est européen. La Hongrie suit l'exemple polonais. Le Forum démocratique remporte les élections en 1990. La Hongrie restaure le multipartisme, évince les communistes et devient une démocratie parlementaire. Gorbatchev l'accepte, car cette évolution lui paraît contrôlable puisqu'elle ne met pas en question le pacte de Varsovie. La Tchécoslovaquie suit le même chemin. Vaclav Havel prend la présidence de l'État, Dubcek celle du Parlement, la République socialiste est remplacée par la République tchécoslovaque. Ici encore, l'année 1989 a effacé le système mis en place après 1945. Mais le symbole de l'Europe soviétisée est l'Allemagne, le pays divisé. L'Allemagne de l'Est est vulnérable. Le chef du PC, Erich Honecker, soutenu

par son homologue bulgare, Todor Jivkov, alerte Gorbatchev, lui demandant d'arrêter – par la force si besoin est – la « débandade » du camp socialiste. Gorbatchev ne réagit pas. Honecker avait raison. Le 9 novembre 1989, la foule rassemblée à Berlin devant le Mur impose que l'on y ouvre des points de passage. Le symbole de la division de l'Allemagne et de l'Europe de 1945 est tombé. Gorbatchev a repoussé les appels à l'aide d'Egon Krenz, successeur de Honecker¹⁷, et refusé toute intervention. La chute du Mur a été précédée en mai 1989 d'une autre « brèche » dans le Mur, ouverte par les Hongrois à leur frontière avec l'Autriche, où s'engouffrent des centaines d'Allemands de la RDA. Déjà alors, Gorbatchev avait refusé d'intervenir alors que Honecker l'y appelait. Andreï Gratchev, un collaborateur proche de Gorbatchev, écrit que « celui-ci rêvait de voir abattre le Mur » sans pouvoir le dire¹⁸. Et Gorbatchev commente l'ouverture du Mur : « Les autorités est-allemandes ont eu raison. »

Si Gorbatchev a accepté cette évolution de la RDA, c'est qu'il croit la pousser ainsi sur la voie des réformes – *perestroïka* – et la sauver, car pour lui l'existence de la RDA est une donnée historique acquise. Il n'envisage pas, alors, la réunification de l'Allemagne. Mais le chancelier Kohl présente, dès le 28 novembre, un plan de réunification. Gorbatchev réagit : « La RDA restera indépendante et membre du pacte de Varsovie. » Pendant ce temps, l'éboulement se poursuit en Bulgarie – alliée fidèle de l'URSS et du pacte de Varsovie –, puis en Roumanie, où Ceausescu

16. *Tribuna Ludu*, juillet 1988.

17. Honecker a été limogé le 18 octobre 1989. Gorbatchev compare la RDA à « une marmite oubliée sur le feu, prête à exploser » (Mikhaïl Gorbatchev, *Mémoires*, Éd. du Rocher, 1997, p. 658).

18. A. Gratchev, *Le passé de la Russie est imprévisible*, *op. cit.*, p. 261.

sera éliminé en décembre 1990. Six mois plus tard, le pacte de Varsovie sera dissous¹⁹. Gorbatchev avait rêvé d'une dissolution simultanée des deux alliances, symboles de la guerre froide, pacte de Varsovie, OTAN. En février 1990, il doit accepter la réunification de l'Allemagne, mais il entend obtenir en échange la garantie que l'OTAN, dont l'Allemagne réunifiée fera partie, n'étende pas sa présence au-delà de ses frontières de 1990. Il souhaite aussi que la sécurité de l'Europe soit confiée à des structures paneuropéennes. Le 3 octobre 1990, l'Allemagne est réunifiée et membre de l'OTAN, il n'y aura plus de pacte de Varsovie, tous les symboles de l'Europe soviétisée ont cessé d'exister.

Pour Gorbatchev, cependant, les temps de gloire ne semblent pas encore passés ; le prix Nobel de la paix lui est décerné le 15 octobre 1990 et, le 19 novembre, la II^e conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), réunie à Paris, adopte la charte de Paris et le principe de la Maison commune européenne qu'il a si ardemment défendu et où, pense-t-il, l'URSS – seule, privée de son empire extérieur – trouvera place.

Quand l'Empire agonise

Mais l'effondrement de l'Empire est loin d'être achevé. L'œuvre de liquidation de l'héritage de Lénine se poursuit, et à quelle allure ! Sur le terrain intérieur – en URSS même – les Fronts populaires nés à la fin des années 1980 se multiplient, exigent de disposer de forces armées propres (au sein de la Fédération soviétique, c'est une hérésie) et comme toujours les Républiques baltes et l'Ukraine sont au premier rang. On touche ici au point de rupture de la *nouvelle politique* de Gorbatchev : l'empire est-européen a été abandonné en 1989, mais l'Empire proprement dit doit être à tout prix préservé. Et

Gorbatchev décide de lancer en janvier 1990 une épreuve de force en Lituanie, à titre de leçon pour toutes les Républiques candidates à l'indépendance. La leçon n'aura pas servi. Après les affrontements sanglants de Vilnius, deux Républiques baltes – Lituanie et Estonie – proclament leur volonté d'indépendance par référendum. Et, surtout, la République de Russie s'engage sur la même voie. Depuis juin 1990, Boris Eltsine préside le Soviet suprême de la République, qui est encore *soviétique*. Un an plus tard, le 12 juin 1991, il est élu président de la République de Russie au suffrage universel, contre la volonté de Gorbatchev, épouvanté par cette manifestation de volonté nationale russe. Et Eltsine apporte son soutien aux Baltes. Gorbatchev s'engage alors dans la reconstruction d'une Union renouée, ultime tentative pour arrêter la dispersion des États nationaux. Il propose de remplacer l'URSS par une « Union des Républiques souveraines » (URS) et un référendum pour la fonder. D'emblée, six Républiques – les Baltes, la Géorgie, la Moldavie et l'Arménie – refusent de participer au référendum. Et la Géorgie organise un référendum sur *son* indépendance. La participation électorale est considérable et 98 % des votants approuvent l'indépendance. Le 26 mai 1991, la Géorgie indépendante élit son président. Gorbatchev prépare en hâte un traité de l'Union qui équilibre l'autorité de l'Union et celle des Républiques, ce qui le rendrait, pense-t-il, acceptable. Ce traité doit être soumis aux parlements des Républiques (les neuf qui ont acquiescé au référendum) et ratifié le 20 août.

Le putsch qui éclate le 19 août 1991 et qui

19. Le 25 février 1991, à Budapest, on annonce la dissolution des structures militaires du Pacte pour le 31 mars. Ce jour-là, le commandement intégré du Pacte est supprimé. Les structures politiques du Pacte sont supprimées le 1^{er} juillet. Le COMECON a été supprimé le 29 juin. Les symboles de l'Empire est-européen n'existent plus.

loin. A franchi la ligne rouge. A abusé de la nature.

Nous devons l'épouser et nous l'avons violée. Nous pressentons aujourd'hui, sous ses airs bonnasses, qu'elle rumine sa revanche. Elle prépare un sale coup. On la voit venir : elle va nous démontrer que l'on ne peut pas la piller en toute impunité.

Arrivés à ce stade de l'histoire numéro deux, vainqueurs ou non, il va falloir baisser la tête et cacher nos étendards victorieux. Pas question de recommencer, nous n'avions qu'une chance et nous l'avons jouée crânement. Nous avons réussi, nous avons vaincu la nature, nous avons pris le pouvoir. Et nous continuons, ivres de ce pouvoir, à proclamer notre victoire. Nous pouvons le dire fièrement, elle n'est pas sans mérites. Il en a fallu des luttes, des sacrifices, des duels à mort pour venir à bout de toute cette sauvagerie, aussi belle et généreuse qu'elle soit !

L'heure aujourd'hui est à la réconciliation. À la sagesse. Saurons-nous être sages ? À vrai dire,

nous n'avons pas le choix ! Il faudra grandir encore. Quelle ironie ! Au moment même où nous accédons au toit du monde, nous nous appuyons sur la balustrade, et la balustrade menace de s'effondrer !

Saurons-nous être sages ? Nous ne l'avons jamais été. Nous avons vaincu la nature, mais nous devons rendre nos armes. Le vaincu impose ses conditions. Quelle ironie ! Quelle humiliation !

Il nous reste une certitude : c'est bien l'histoire numéro deux, le match homme-nature, qui était notre histoire la plus importante. Notre vraie histoire.

La suite nous le démontrera. Parce qu'aujourd'hui l'histoire des hommes entre eux s'estompe face à l'actualité, à l'urgence, à l'impérative nécessité de trouver une entente avec la nature. Qui n'attend rien de plus de nous qu'un respect devenu synonyme de survie.

Claude Frochaux.



Le Débat Numéro 210 – mai-août 2020
Pierre Nora

Cette édition électronique du livre
Le débat Numéro 210 – mai-août 2020 de Pierre Nora
été réalisée le 25 août 2020
par les Éditions Gallimard.
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782072901898 - Numéro d'édition : 368799)
Code Sodis : U33330 - ISBN : 9782072901935
Numéro d'édition : 368803